

LE CANADA

Journal Quotidien du Soir.

ABONNEMENT:

Un An, en Ville - - \$4.00
Un An, par la Poste \$3.00

LE CANADA

AR McDONELL

Redacteur.

12eme. Annee. No. 243.

Ottawa, Jeudi 17 Decembre 1891.

Le Numero : 2 Cents.

LETTRES

SUR LA

POLITIQUE EXTERIEURE

Paris, decembre 1891.

Lorsqu'il s'agit de la politique internationale, de ses enchevêtrements et de ses complexités, il faut raisonner, non sur ce qu'on appelle dans le journalisme la précieuse nouvelle, mais sur le plus grand nombre de faits juxtaposés, analysés, classés dans leur série approximative. C'est seulement de l'ensemble des faits que se dégage la vérité relative éparpillée dans les actes obligatoires des gouvernements qui cachent avec le plus de soins jaloux les mobiles secrets de ses actes.

Un fait seul, comme en tout art, en toute science, peut n'être qu'un simple accident, une exception contraire à la règle. S'il se multiplie sous des formes analogues, il devient l'affirmation du type et la preuve de la cause.

La très fameuse et très hypocrite ligue de la paix ou Triple alliance, avant et depuis son renouvellement, politiquement reconnue pour n'être qu'une ligue de guerre, Cronstadt ayant donné aux sympathies françaises tout leur relief pacifique, et prouvé avec éclat que l'entente de la Russie et de la France ne pouvait devenir que l'un des plus puissants éléments de la paix générale, il fallait qu'on trouvât à Berlin d'apparentes affirmations de la bénignité de la Triple Alliance.

Le mot d'ordre a été si consciencieusement donné, il a été redit avec un caractère de discipline qu'il s'est laissé deviner sur l'heure. Répété tout bas avec des airs de mystère, il a l'air ronflant et bêléte et des patrouilles qui passent l'une après l'autre en le chuchotant font sourire.

Voici ce mot d'ordre écho dans la cervelle de Guillaume II. « Les alliés flagrants ou secrets de l'Allemagne déclareront en toute occasion qu'ils n'ont pas de plus cher désir que la paix. Placés en face de la Russie ou de la France, ils appuieront leur œil sur une preuve sur le point en litige le plus irritant entre elles et ces deux nations, mais, en même temps, ils influenceront l'opinion publique par leurs déclarations constantes sur les tendances belliqueuses de la France et de la Russie et ces mêmes alliés flagrants ou secrets se prépareront avec une activité sans trêve à la guerre prochaine. »

Tout d'abord, pour prêcher par exemple, l'Empereur allemand n'a point fait de discours du trône. Et l'on sait que lui conte le sacrifice d'une occasion de déployer sa pompe et son faste impériaux. M. de Caprivi a plaisanté avec une douce gaieté les esprits superficiels qui croient à la guerre et il a ajouté en se jouant que l'armée allemande était la première du monde!

L'empereur François-Joseph et M. de Kalnoky ont répété de point en point le dit mot d'ordre. Le souverain a déclaré hautement que son plus cher désir était la paix, qu'il ne pouvait malheureusement en répondre, parce que certaines choses restaient inquiétantes. Lisez celles que la Russie menace d'écarter. M. de Kalnoky, pour fournir la preuve demandée de bonté de la Triple, a déclaré que la reconnaissance du prince Ferdinand n'avait pas fait un pas et qu'il ne s'entendait pas à la situation pour rien n'être pas de soi régularisée. Mais, en même temps, à l'heure même où les soi-disant assassins de M. Belchev sont torturés, où l'un d'eux meurt presque sous les yeux de M. Stambouloff, nouveau Torquemada, qui le fait frapper en sa présence, et que la Bulgarie terrifiée n'a plus que la force de crier pitie aux puissances, M. de Kalnoky déclare que « depuis l'an dernier la situation s'est encore consolidée en Bulgarie ».

Enfin le futur chef du cabinet hongrois, le comte Albert Apponyi, dans l'opposition à Budapest, mais aussi gouvernemental qu'on peut l'être à Vienne, donne, aux délégations, la réplique convenue à M. de Kalnoky. Il dénonce Cronstadt comme dangereux pour la paix. Il fait ressortir la coïncidence de cette visite de la marine française avec l'affaire des Daglanelles, trouve que la Porte n'a pas agi correctement dans la question, et critique « la manière timorée des puissances en ce qui concerne les affaires bulgares »; il ajoute enfin que « le sonci de ne pas blesser la Russie dans cette question n'est nullement appréciée par elle ».

Mes Polonais, à leur tour, jouent

leur rôle. A l'heure de la Bourse, le TAGEBLATT raconte que M. Zaworski, chef du parti polonais à la Chambre, dans une audience de l'empereur, recueilli de l'auguste bouche du souverain ces paroles : « La guerre avec la Russie est imminente. » Ce brûlot, M. Zaworski a nié depuis l'avoir lancé, après qu'il avait fait son œuvre de destruction; or, la preuve existe de la véracité du fait. La Bourse a nommé une commission d'enquête. Il est bien entendu que cette commission prouvera que l'empereur n'a pas dit ce que lui eût fait dire M. Zaworski, et M. Zaworski l'avait dit. Au cas où il serait notoire que M. Zaworski a parlé, on le fera bénéficier de quelque circonstance atténuante, et l'on découvrira, par exemple, qu'il est un peu sourd. Mais l'impression restera et servira de base à la campagne que nous allons voir s'enlever et se poursuivre avec acharnement — que mes lecteurs ne l'oublient pas — par la presse républicaine contre la Russie. Il faut bien qu'on prépare l'opinion pour lui faire croire, au moment voulu, comme pour la France en 1869, que c'est la Russie qui a déclenché la guerre qu'on veut dès à présent lui faire.

Le roi Charles de Roumanie a vu le roi Humbert. Il a passé par Berlin. Il revient à Bucharest, et, tandis que E. de Kalnoky nous apprend que « une tendance favorable à l'Autriche se fait également sentir en Roumanie », que « les fréquents changements de ministère qui se produisent là-bas ne touchent en rien aux relations avec l'Autriche, qui n'est cessé d'être amical », que « cela est notamment pour le cabinet actuel, et il est à espérer qu'il en restera de même pour les cabinets futurs »; tandis que nous voilà fixés, dis-je, par un ministre de la Triple Alliance sur l'influence des ministres du roi de Roumanie dans la politique nationale, Charles Ier de Hohenzollern, pour donner d'apparentes satisfactions à son peuple qui a des sympathies russes et aux boyards qui, dans une adresse, déclarent qu'ils n'approuveront jamais la politique du roi, Sa Majesté nomme à la tête des départements ministériels vacants M. Vericeanu et M. Blarenberg.

Où le roi Charles se trompe, c'est s'il croit faire de M. Blarenberg un instrument. Son esprit clairvoyant, sa loyauté, sa noblesse, sa haute valeur intellectuelle et morale, mettent M. Blarenberg en son patriotisme en garde contre une situation que Guillaume II lui-même a consenti à lui voir prendre, pour laquelle il l'aurait désigné, toujours en vue du fameux mot d'ordre.

En Belgique, oh! en Belgique, Sa Majesté Léopold II, non content du retentissant discours de T. Buis, fait écrire par M. Charles Woeste une brochure *La Neutralité belge*, qui a pour but de détruire une à une toutes les affirmations de la *Nouvelle Revue*. M. Woeste, — je ne sais comment son nom se prononce en Belgique, mais en France il n'a rien de triomphal, au contraire, — M. Woeste, dis-je, s'illustre s'il croit convertir mes collaborateurs et moi par quelques phrases quasi-sentimentales dans les premières pages de sa brochure, puis par des vues, historico-rétrospectives qui ne nous apprennent rien que nous ne sachions, par des récriminations connues contre Napoléon III, autrement fatal à la France qu'à la Belgique, et que certes nous autres, républicains patriotes nous avons le droit de maudire plus que nos voisins, et enfin par tous les arguments répétés de la presse officielle sur les fortifications de la Meuse et le traité secret, arguments qui laissent subsister tous les nôtres. Remportez donc votre brochure, monsieur Woeste! Une simple négation de Sa Majesté Léopold II, dans un discours du trône, nous convaincrait autrement.

Il est vrai que vous ne pouvez à la fois satisfaire le *Berliner Tageblatt* et la *Nouvelle Revue*.

Le dit *Berliner Tageblatt* dit que votre brochure « a été écrite sous l'inspiration directe du roi Léopold pour déjouer les plans d'une faction chauviniste française ». Ce bon *Berliner* affirme que vos déclarations mettent fin aux débats. Il y a là quelque chose de particulier, vous m'avouerez, de voir un journal allemand, le même qui tant de fois a trouvé des mots approbateurs pour les tendances germanophiles de votre ministère, montrer tant de sollicitude pour ceux qui ne sont pas des « chauvins » en France, croient à la *Neutralité belge*, sauvegardée par le roi Léopold II. Le pourquoi de la

brochure de M. Woeste est encore le mot d'ordre de Guillaume II.

En Italie, le discours de M. Rudini avait le même but. Il est ultra pacifique. Le cabinet italien, lui aussi, a donné sa preuve à la France de son désir d'apaisement. Il a dissous le comité, qui avait fait crier : « Vive Sodan, à bas la France! » Il trouvait d'ailleurs à un prétexte pour calmer les catholiques allemands et les catholiques autrichiens qui se cabraient sous les menaces faites à la Papauté par un signataire de la Triple Alliance.

Donc en Italie, comme en Autriche, comme en Roumanie, comme en Belgique, partout, le trompe-l'œil du mot d'ordre allemand.

A côté des affirmations pacifiques de M. di Rudini, plaçons encore celles de lord Salisbury qui par sa duplicité a su faire de l'Angleterre une alliée indirecte de l'Allemagne par des accords avec l'Italie dont toutes les contingences sont calculées dans le sens de la Triple Alliance.

L'une des preuves de ce que j'avance est la création du port de Tarente, réclamée par l'Angleterre dans ses arrangements avec l'Italie, et qui est décidée à cette heure. On transportait à Spezia à Tarente qu'il devenait un port militaire de premier ordre et le centre des forces navales de l'Italie dans une situation favorable aux projets méditerranéens de lord Salisbury.

Dans toutes les combinaisons de la Triple Alliance, un élément, qui certes a aussi son importance en Russie à cette heure et l'aura bientôt peut-être en France, l'élément économique et financier crée obstacle. Malgré l'imagination romanesque de E. Luzzati, le budget italien péira par le déséquilibre. Il faudra pour vingt à trente millions de taxes nouvelles. Et qui sait combien cette faible somme à demander recouvre d'arguties budgétaires, et si l'abîme ne sera pas creusé davantage à l'exercice prochain. M. Luzzati croit aussi que la dénonciation du traité de commerce franco-italien enrichira l'Italie. La situation de la rente italienne, thermomètre de la richesse et par conséquent du crédit public, ne paraît pas, à cette heure, devoir encourager des espérances qui, en dehors d'elle, ne reposent que sur des appréciations fantaisistes d'un homme depuis longtemps fatal aux finances de son pays.

Les ministres, — le chef du cabinet de Rome soit Sicilien, soit mal régué à Palerme qu'ils ont cru prudent de partir avant de goûter au charivari que M. Crispi proclame de leur faire servir. Non que l'ex-dictateur eût été plus populaire à leur place; qu'on se rappelle la façon dont il fut traité à son dernier voyage en Sicile; mais il a su exploiter l'hostilité que le peuple manifeste dans toute l'Italie contre les ministres, accusés de « ruiner la nation. La foule amenée par les amis de M. Crispi eût pu être cruelle pour M. di Rudini.

Le blâme contre le ministère actuel remonte plus haut et va jusqu'à la politique « orientale » de M. Crispi, c'est ainsi qu'on la désigne, pour en remarquer le faste et l'éclat ruineux. M. Crispi est détesté, mésestimé, et s'il était l'un de ceux à qui M. di Rudini s'adressait en disant : « Si d'autres croient faire mieux que nous au pouvoir, qu'ils le prennent. » M. Crispi, dis-je, quelles que soient ses velléités, ne serait accepté ou subi par le peuple italien à la tête des affaires à aucun prix. M. Nicotera est las, prétend-on, de sa lutte contre ses collègues et de sa recherche de ressources qui glissent entre les doigts et il projette de se retirer.

L'Allemagne a du malaise. L'aile de la défaite l'effleure. Habitée aux victoires, elle souffre comme le riche souffre de la moindre privation. Des faillites successives sèment la ruine à Berlin. M. de Bismarck et Guillaume II, unis d'une façon touchante à ce propos, ont voulu deux choses : ruiner financièrement la Russie et transporter la vitalité du marché de Paris dans la capitale de la Prusse. La baisse des valeurs russes n'a pas porté bonheur à la banque allemande et les titres que la Bourse de Berlin a gloutinement dévorés, tout simplement pour les envoyer à Paris, ne semblent pas avoir été facilement dirigés. La bourgeoisie souffre du mauvais état des valeurs et de l'élévation des impôts; les basses classes ont faim et dans les dernières élections municipales, elles ont renforcé les socialistes.

L'empereur, impassible dans sa majesté, se regarde régner. Tantôt copiant Louis XIV, il inscrit dans le livre d'or de la ville de Munich *Regis voluntas suprema lex*, tantôt il pastiche saint Louis, mais ne trouvant pas de chèque à sa portée, il rend la justice sur la voie publique, comme au *Skinkel-Platz*. Il fait faire sa propre statue de marbre qui sera placée à côté du trône. Eh! mon Dieu, s'il allait être à soi-même un jour sa propre statue du commandeur; mais non, il est converti, lui. N'est-il pas le *summus episcopus*? N'officie-t-il pas en personne? N'a-t-il pas composé des cantiques? Eût-on été plus pieux, plus ennemi du vice qu'il poursuit avec vigueur, plus résolu à être le pilier de l'Eglise?

Dans ses entretiens avec la délégation du Synode général de l'Eglise unie de Prusse, le *summus* n'a-t-il pas dit que « l'Angleterre n'est guère, il est vrai, d'un humble chrétien, mais l'humanité n'a jamais rien eu à faire avec Guillaume II. »

A la prestation du serment des nouvelles recrues, après leur avoir parlé de débuts pénibles : « Votre récompense, a-t-il ajouté, sera, lorsque vous aurez appris votre métier, de manœuvrer devant moi. »

De mauvaises nouvelles succédant aux mauvaises nouvelles arrivent de l'empire d'outre-mer. En Afrique orientale, l'un des lieutenants du major Wissmann, le major Zalewski, avait été massacré avec sa colonne, il y a quelques mois. On vient d'apprendre à Berlin la mort de M. de Gravenreuth. Le major Wissmann apparaît décidément sous les traits d'un fantasiste, habile aux réclames. La conduite d'Emin-Pacha est pleine de mystères; on commence à se dire à Berlin que l'expédition africaine pourrait bien être un leurre et la colonisation rester cantonnée entre les Grands Lacs et l'Océan. Avec cela, les scandales de l'administration coloniale allemande ne peuvent plus être ignorés, on parle d'une interpellation du prince d'Arenberg au Reichstag dans laquelle il prouvera que le gouvernement protège le commerce des esclaves et que « l'œuvre de la conférence de Bruxelles n'a été qu'une duperie ». Ce n'est pas moi, c'est un prince allemand qui dit ces paroles dans les couloirs du Reichstag et qui les répète à la tribune.

Guillaume II, un beau jour, s'apercevant que les classes supérieures le discutent, que son peuple résiste à son gouvernement, fera sonner le clairon et lancera l'Allemagne dans une guerre subite, sachant bien que si les Allemands peuvent obéir mal à la puissance civile, ils obéissent aveuglément à la puissance militaire. L'Angleterre va-t-elle se réveiller enfin libérale et ne trouve-t-elle pas que le *HOME-RULE* irlandais, dont la crainte l'avait jadis éperdue dans les bras des conservateurs, a cessé d'être un épouvantail effrayant? Le « démenagement de l'empire » ne semble plus appartenir aux yeux du corps électoral comme la conséquence nécessaire de l'émancipation législative de l'Irlande.

Verrons-nous bientôt cesser le scandale de l'union de radicaux comme M. Chamberlain, de libéraux comme le marquis de Hartington et M. Goschen avec lord Salisbury? Il paraît que non, car ces messieurs, entetés comme on l'est toujours dans l'erreur, s'engagent par avance à combattre par l'abstention, par toutes les résistances possibles et imaginables aux Communes et à la Chambre des lords, les réformes irlandaises de M. Gladstone dans le cas où il arriverait au pouvoir à la prochaine consultation électorale.

L'élection de South Molton a été une preuve nouvelle du progrès que les idées libérales font parmi les électeurs, et les unionistes, peuvent commencer à dresser leurs batteries, tandis que nous continuerons à faire des vœux pour le triomphe déjà assuré des gladstoniens. Certes, il ne faut pas s'illusionner sur les résolutions que le parti libéral prendra dès son arrivée au pouvoir à propos de l'Egypte. Peut-être n'avons-nous pas à attendre de lui plus de bien que des conservateurs, mais nous sommes en tout cas certains qu'il fera moins de mal, car il n'enfourchera pas le dada du grand empire africain et, sous prétexte de mahisme, M. Gladstone certainement ne cherchera pas à réaliser les projets de lord Salisbury, d'une guerre de conquêtes sur le haut Nil.

D'ailleurs, certaines questions surgissent, si elles sont suivies avec prudence par nos hommes d'Etat, rendront impuissantes les ambitieuses conceptions du parti conservateur anglais lui-même, s'il demeurait au pouvoir. La question d'Egypte n'est pas en Egypte

à cette heure. Elle est dans l'Inde.

Le TIMES lui-même croit que l'heure des difficultés insurmontables a sonné pour l'Angleterre.

La grande ligne frontière de l'Inde anglaise nous a créé une situation analogue à celle de l'Allemagne sur le Rhin, le choc est inévitable. Les prochaines manœuvres dans l'Inde auront pour but d'entraîner les troupes, de juger dans les circonstances difficiles, l'Inde a fait son devoir en augmentant sensiblement le budget de la guerre, en imposant des économies aux administrations provinciales dans l'intérêt majeur de la défense territoriale, mais le parlement n'a pas suivi la même voie et à moins qu'il ne vote des crédits considérables pour augmenter les effectifs de l'Inde et multiplier les travaux de défense, la situation deviendra extrêmement grave. Il faut nous attendre sous peu à de grandes solutions dont les conséquences politiques et économiques domineront de la politique européenne et réduiront à néant les calculs de la Triple Alliance.

Quand du plateau central du monde, le Pamir, la Russie se dressera, nous verrons bien si l'Angleterre fait un effort suprême pour refouler les Russes au delà d'Akrot et du Petit Pamir. Tout l'or de la Grande-Bretagne et de l'Australie n'y suffirait pas. Le TIMES prédit dans le désert. La lutte suprême s'engagera jamais. Le peuple qui a abandonné Candahar abandonnera l'Afghanistan qui, moralement, politiquement, économiquement, est destiné à être une nouvelle province russe.

Pour tous ceux qui ont traversé le pays comme mon ami Philippe Lechault, l'Afghanistan ne peut plus être conquis militairement par l'Angleterre, car les points stratégiques les plus importants seraient occupés par l'artillerie russe, les défilés seraient gardés par les soldats du Tsar, approvisionnés par la riche vallée de la Murghab, bien avant que l'armée anglaise ait émis son contact avec l'avant garde russe. Notre intérêt est de hâter, par notre coopération morale, le jour où la Russie aura établi sa suzeraineté à Caboul, à Cashgar, à Lassa; sinon l'Angleterre, débarrassée de son grand souci, se servira de la Triple Alliance pour nous créer des difficultés insurmontables en Egypte, en Afrique et dans l'Indo-Chine.

Notre ministère des affaires étrangères, en aidant à la consécration définitive des solidarités de la France et de la Russie, résoudra dans un sens favorable toutes les questions, quelles qu'elles soient, où notre intérêt est engagé.

Le voyage de M. de Giers à Paris qui avait son importance au point de vue des rapports personnels entre le ministre du Tsar et la République française, a été diversement apprécié, mais dans le même esprit par les jaloux de l'entente franco-russe, qui se sont accordés à n'y voir qu'un fait secondaire, tandis qu'ils s'étaient plu, pour la plupart, à présenter comme un fait majeur la visite de M. de Giers à Monza. Le correspondant du TIMES à Paris va jusqu'à prétendre que M. de Giers ne s'est arrêté chez nous que pour y rencontrer le comte de Bismarck et qu'il est allé ensuite à Berlin « pour préparer une résurrection des bons rapports de la Russie et de l'Allemagne ».

M. de Giers est le premier secrétaire des commandements de Sa Majesté l'empereur Alexandre III, qui dirige en personne la politique extérieure de la Russie. Le Tsar a prouvé à Cronstadt qu'il croyait le moment venu d'affirmer la solidarité de la politique internationale franco-russe. Le voyage de M. de Giers à Paris est l'un des résultats de cette politique. Le NORD, organe de la chancellerie de Pétersbourg, va plus loin que nous et décrit par une formule heureuse et brève la signification de la présence de M. de Giers à Paris, en disant qu'elle « atteste la solidarité d'une entente qui est désormais un des éléments essentiels et permanents de l'équilibre européen ».

En Chine, les massacres ont recommencé; nous en apprenons la lamentable nouvelle en même temps qu'une dépêche nous confirme que des indemnités ont été payées. Espère-t-on à Pékin que quelques misérables tués jetés en pâture aux barbares, aux chiens d'Européens suffiront pour réparer le tort moral et matériel fait aux missions et pour faire absoudre les crimes commis?

Tant que certains postes délicats ne seront pas occupés par les missionnaires qui invoquent notre protection, tant que la liquidation des anciennes affaires ne se fera pas conformément aux demandes de notre honore ministre, M. Lemaire, tant que les missionnaires espagnols dans le Hunan ne seront pas appuyés et protégés par les mandarins civils et militaires, nous n'aurons rien obtenu. L'argent, la Chine le donne aisément; ce qu'il faut lui arracher à l'aide de l'action combinée de la France et de la Russie, c'est ce que la *Nouvelle Revue* n'a cessé de réclamer : l'obligation pour Pékin de faire respecter notre protectorat. Avions-nous raison, lorsque nous conjurons M. Ribot de mettre Li-Hung Chang en demeure d'envoyer ses meilleures troupes là où il y a un missionnaire à protéger? La Russie consultée nous eût appuyés dans cette voie, car fortifier l'autorité de la France à Pékin, c'est augmenter le pouvoir du Tsar dans le Pamir, à Caboul, à Lassa, à Cashgar, en Corée, bref, dans toutes les sphères d'action russe; mais, hélas! on n'a pas mis à profit les circonstances, pour forcer la Chine à donner au protectorat une nouvelle vie et une nouvelle force.

S'il est vrai que le district de Gelbol dans le Turkestan oriental est en révolte, la Russie, dont l'influence dans cette région grandit de jour en jour, saura faire ce que lui commande sa politique asiatique et ce que la Chine est incapable de faire.

S'il est vrai qu'un missionnaire belge et plusieurs chrétiens aient été tués, la France ne peut pas intervenir et tout en exerçant le protectorat comme il convient, notre diplomatie trouve un point d'appui rationnel : la Russie, et réciproquement.

Quelle belle occasion pour M. Ribot de témoigner à la Russie nos sentiments d'amitié et de prouver qu'en Mongolie, sur le Rhin et à Constantinople, l'accord avec la France peut n'être pas un vain mot? S'il est vrai que Li-Hung Chang a été mis en demeure d'envoyer ses meilleures troupes en Mongolie, où elles arrivèrent après la bataille, le moment est favorable. Il faut imposer au Fils du Ciel la lettre aux mandarins relative au protectorat, que nous avons si souvent demandée et faire savoir à Li-Hung Chang que la Russie approuve la France.

Le prince Damerong, après avoir quitté Paris, a été reçu par le Tsar et traité en ami. Cela signifie que le roi de Siam a conscience du danger qui le menace du côté de la Birmanie dont les frontières délimitées par la mission Archer lui rappellent les grossières et paternelles paroles de MM. Colquhoun et d'Hallette en 1888 en présence du haut commerce des grands centres manufacturiers anglais. Le roi de Siam, nous le conduisons par la main dans la grande famille indo-anglaise. Il paraît qu'à Bangkok, on préfère rester siamois. Le roi Thibao de Birmanie avait envoyé, en 1884, des ambassadeurs à la France pour lui dire, lui aussi, ce que le prince Damerong vient certainement de dire au Tsar : « Ne nous abandonnez pas! et assurez notre indépendance menacée par l'Angleterre. » On se rappelle quelles furent ses passions féroces, en 1884, notre agent à Mandalay. Le prince Damerong, en allant de Paris à Pétersbourg, a prouvé une fois de plus la solidarité des intérêts franco-russes en Indo-Chine. Les efforts de l'Allemagne dans le Siam et les intrigues des Anglais à Zimmé seront stériles, si M. Ribot veut sauver la vallée du Mékong et le Haut Laos trans-Salouen, grâce à l'appui de la Russie.

Partout se manifeste la loi d'équilibre moral qui unit la France à la Russie. En Asie, les conséquences d'une action commune sont tangibles; notre ministre des affaires étrangères, le récite, résoudra plus aisément le problème de l'Egypte à Bangkok, à Kashgar, dans le Petit Pamir, à Lassa, qu'au Caire. Les torques eux-mêmes abandonneront l'Egypte le jour où ils essaieront, ne fût-ce que pour sauver l'honneur, de réunir toutes les forces anglaises disponibles sur les frontières septentrionales de l'Inde, l'indispensable grenier de l'Angleterre et le marché nécessaire.

Les Lettres viennent de faire, en la personne d'un diplomate, et la diplomatie en celle d'un lettré, une irréparable perte : celle de lord Lytton. Nul ne réunira jamais, à l'égal de l'ambassadeur d'Angleterre qui vient de mourir, un patriotisme ardent et jaloux à une compréhension si haute de l'histoire et de la jalousie du patriotisme des autres. On pouvait être l'ami de lord Lytton et l'ennemi du parti gouvernemental qu'il représentait, mais il avait l'art d'obtenir de vous moins d'apréciation dans vos jugements et sa tolérance très sincère eût pu être de l'habileté. Je lui envoie un adieu et je regretterai toujours la conversation du poète et de l'homme d'esprit qui fut le plus français des Anglais.

En Serbie, le cabinet Pakitchitch est incertain de sa majorité qu'il vient

d'ajourner la deuxième session de la Skoupchtina au 10 janvier. Cette mesure, m'écrit-on de Belgrade, est le double symptôme d'un revirement ministériel et de la dissolution de la Chambre. La formation d'un parti national « composé de libéraux, de progressistes, de radicaux dissidents est inévitable et elle résultera des circonstances, de l'agitation des minorités et de la rareté des hommes compétents dans la majorité radicale. Ce parti peut rendre de grands services à l'intérieur, m'assure-t-on, et ne saurait modifier en rien la politique extérieure, dont le pays tout entier exige l'orientation vers la Russie.

La coalition des trois éléments libéraux progressistes et radicaux dissidents amènera au pouvoir les partisans de la reine Nathalie, quelque soit le parti auquel ils appartiennent. La nation serbe est fidèle à celle qui fut frappée trois fois comme souveraine, comme épouse et comme mère et elle veut lui rendre un peuple, un fils et une patrie.

Les nouvelles qui me sont données de Crète continuent à prouver le martyre de l'insoumission et malheureuse petite nation.

Mamouth Pacha, après des promesses, l'étalage d'une impartialité qu'il n'a donné de preuves que dans des mots, continue, comme ses prédécesseurs, à jouer de la justice, du droit des gens, à opprimer les victimes, à protéger les assassins.

Tant que les puissances n'auront pas pitié de la Crète et n'imposeront pas à la Porte l'application du traité de Berlin, le sort de la Crète alternera entre la révolte et le désespoir.

En Espagne, le ministère Canovas à ses débuts semblait devoir récolter tous les bénéfices de la lutte des partis libéraux entre eux.

On répétait que l'habileté du chef du parti conservateur lui avait fait préparer tous ses terrains, choisir son heure, etc. Or, le ministère qui a succédé à M. Sagasta n'a cessé de traîner une existence sans grandeur. A son apport je ne vois que la crise de la banque d'Espagne, de mauvais traités de commerce, le déficit croissant du budget, l'inefficacité dans la gestion des finances de l'armée et de la marine, et pour conclure, la menace pour le pays de nouveaux impôts.

Tout les tristes résultats obtenus, comme la fort bien dit Emilio Castelar, parce que l'ancien gouvernement conservateur en Espagne ne peut se soustraire aux velléités de grande politique de neutralité active, d'armements exagérés, etc. (Désolé, le cabinet, après une crise assez longue, se reconstruit et s'affirme; comment? Je vous le donnerai en mille si vous ne savez déjà. Avec le concours de l'homme le plus fuyant, le plus versatile, le plus changeant de toutes les Espagnes, de M. Romero Robledo. Le nouveau ministère promet des économies, une émission d'emprunt, etc. Il a de quoi s'occuper, mais j'imagine que tout ce qu'il fera n'est pas pour décourager les libéraux de rentrer dans l'arène.

Si l'ordre à pu régner quelques jours, imposé par l'arbitraire dans la capitale du Brésil, après le coup d'Etat du maréchal Deodoro da Fonseca, la légalité y régnait aujourd'hui. Grâce à l'énergie des congressistes et au civisme des patriotes de Rio-Grande do Sul, les factieux ont succubé sous le poids du blâme de l'opinion nationale, sans que la guerre civile éclatât. Le choix des hommes du nouveau gouvernement répond aux vœux de tous ceux qui désirent voir le Brésil sortir de la période corrompue du bon plaisir pour entrer dans celle du droit et de la loi libérale.

M. Floriano Peixoto, vice-président de la république, a succédé au maréchal da Fonseca, démissionnaire. M. Floriano Peixoto, major général de l'armée, fut désigné par le tant regretter Benjamin Constant, pour lui succéder lorsqu'il quitta le ministère de la guerre pour prendre celui de l'instruction publique. Il donna sa démission avec ses collègues du gouvernement provisoire, au moment de la méprisante affaire du port de Torres. élu sénateur, puis vice-président de la république avec une imposante majorité, il était en même temps président du Sénat. Nous faisons des vœux pour que le nouveau gouvernement répare le plus vite possible, dans une large mesure, malgré les difficultés que lui créent les illégalités et les désordres entassés par ses prédécesseurs, le tort moral que M. da Fonseca a fait à la République brésilienne, à l'étranger.

X***

GUERISON CERTAINE
En 24 heures
sans COUPURES ni SAIGNÉES
sans ADORE FORBATION
ni avant
ni après
du

par les
CAPULES
L. KIRN
à l'extraite étherisé
de FOUSSEAU HALLÉ PORE
M. KIRN se procure l'extraite
qu'il envoie aux Capules qui
portent sa signature

Donnez aux malades dans les hôpitaux
Paris, 10, rue de Valenciennes, 145, rue de Bercy
de tous les malades du Phtisie

PLUS D'ASTHME
Oppression, Catarrhe,
le POUVOIR CLEMENT
A obtenu les plus
récompenses — Dépôt
dans toutes les pharmacies